

Spirale positive AP – Transhumance – Sécurité

Elément de stratégie contre le braconnage et les groupes armés



Croisements gens armés, braconniers, transhumants

(Cas du Nord de la CEEAC depuis +/- 10 ans)

- Groupes armés / Braconniers : 2012 prise de conscience du fait que des groupes armés se font +/- saisonnièrement braconniers et trafiquants.
- Groupes armés / Transhumants : 2013, 3^{ème} guerre civile RCA en partie liée à l'insécurité climatique-foncière-alimentaire-physique des pasteurs enrôlés dans groupes armés
- Transhumants / Braconniers : constats croissants de transhumants s'inscrivant +/- ponctuellement dans les filières de braconnage & trafics
- Transhumants / Envahisseurs AP : constats croissants d'envahissements saisonniers ou persistants d'AP par des Transhumants.

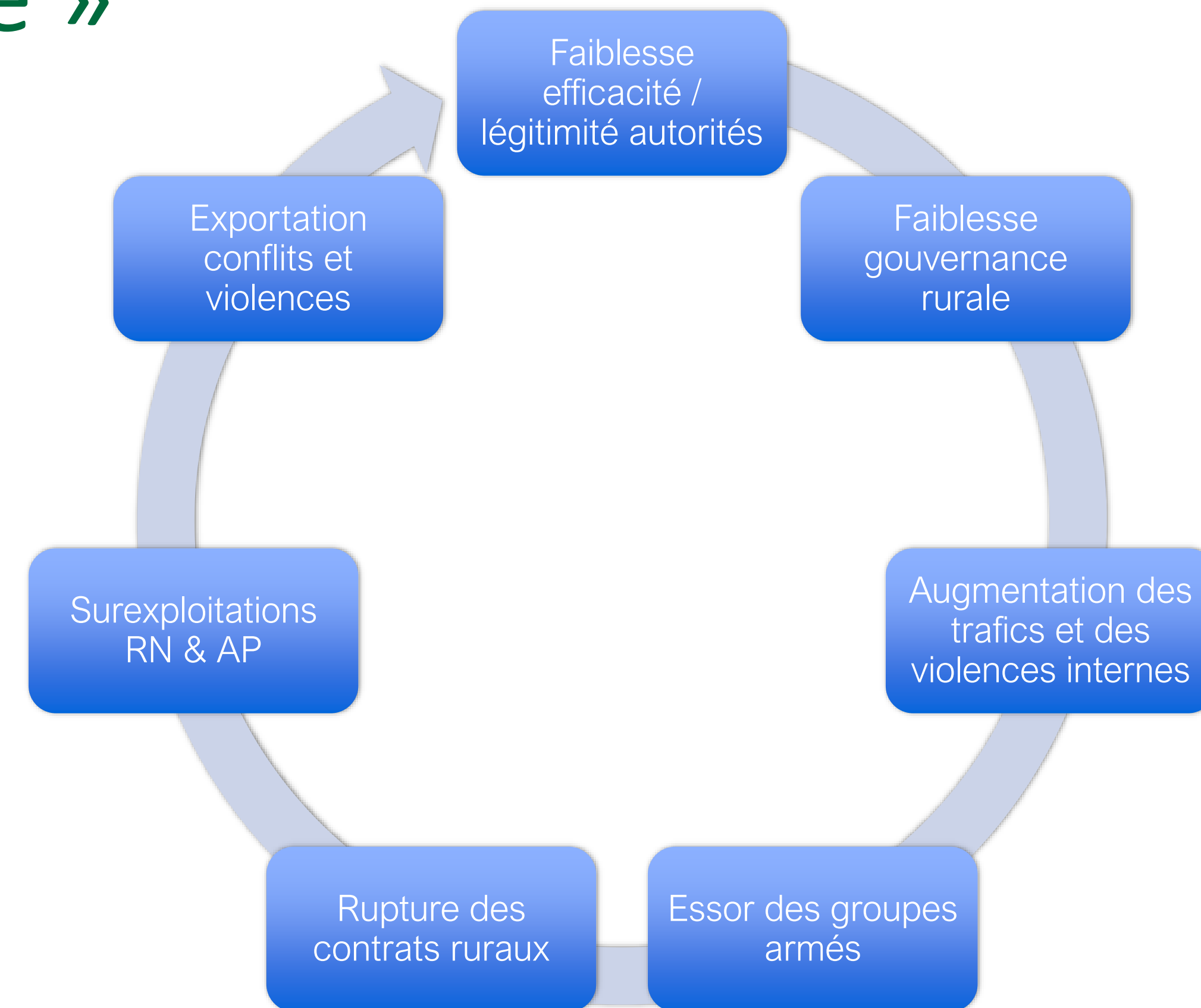
Causalités en « spirale négative »

(Insécurité devenant chronique)

Crise de ressources naturelles (eau, aliments, pâturages etc.) + démographie

- => Crise de précarité de groupes ruraux
- => Armement de certains groupes ruraux et violences
- => Déstabilisation des autorités de régulation
- => Course à l'armement et engrenage des violences
- => Surexploitation des ressources naturelles et des AP
- => Poursuite et exportation de la spirale négative

(voir Nord Nigeria, Nord Cameroun, RCA, Darfour etc.)



Opportunité rupture cercle négatif : AP déléguées

(en tant « qu'îlots d'intégrité »)

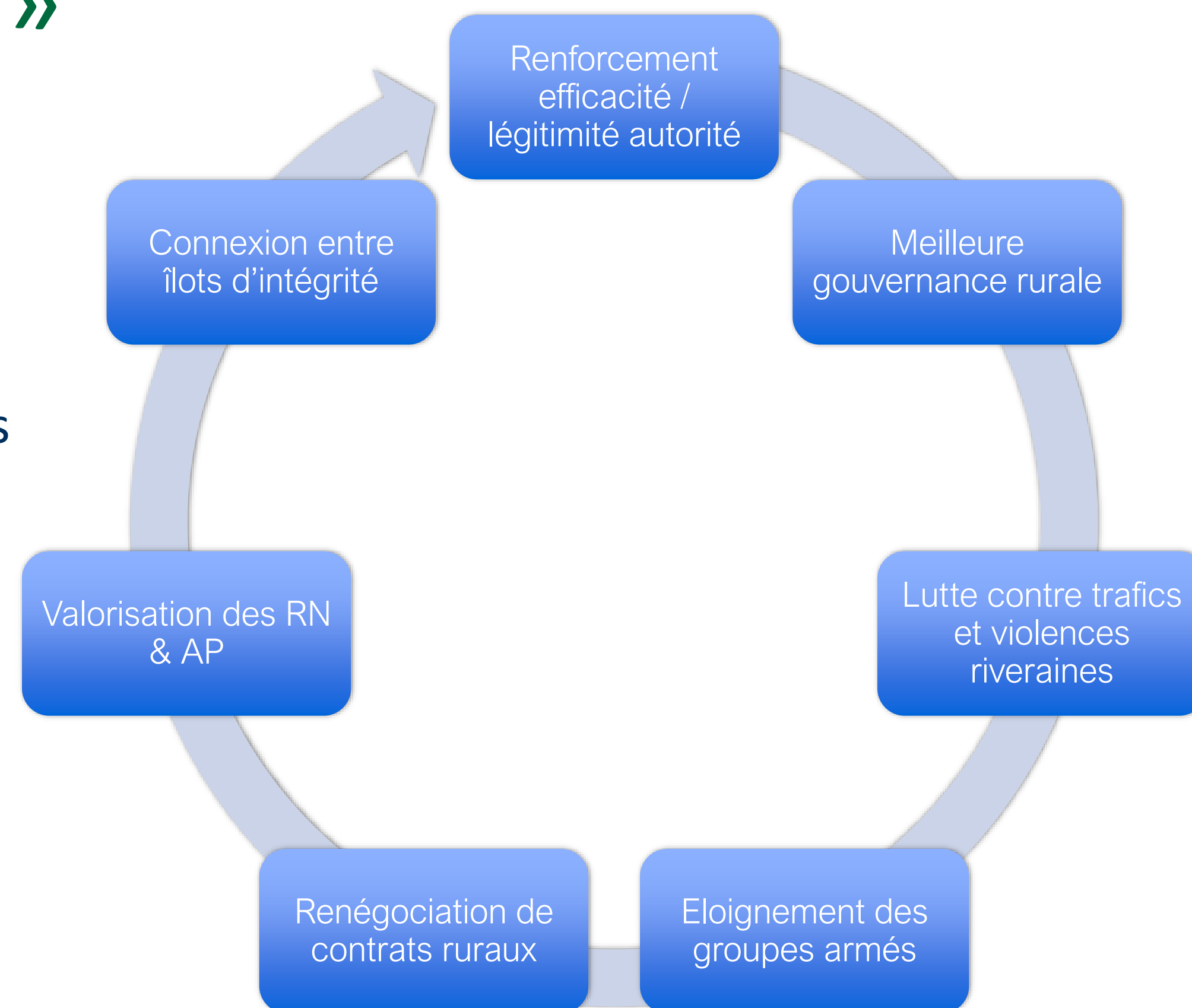
- En complément des actions de sécurisation Top-Down organisées depuis l'autorité central, il existe une opportunité de sécurisation **Bottom-Up** à partir de juridictions locales existantes : les AP.
- **Délégations de gestion AP** => sur cette juridiction rurale, consiste à rassembler 3 conditions
Mandat (accordé par l'Etat pour qu'un délégué puisse exercer une autorité locale forte)
Management (ressources humaines et logistiques importantes rassemblées par délégué)
Financement (engagements bailleurs supérieurs à assistance technique traditionnelle)
- **Bilan** AP déléguées RCA, RDC, Tchad => démonstration renforcement de l'autorité locale :
Amélioration sécurisation faune et territoire (au prix d'une forte militarisation donc risque)
Retour à l'application de certaines lois (pas de toutes donc risque)
Extension progressive de la sécurisation aux riverains (augmentation tensions avec G-A)

Possibilité d'un « cercle positif »

(au niveau territorial)

- Passer de la sécurisation militaire au renforcement de la gouvernance rurale (sur foncier, eau, couloirs etc.)
- Passer de l'action dans une juridiction AP vers l'action dans des juridictions territoriales riveraines (sur santé, éducation, justice etc.)
- Passer de la confrontation à l'alliance avec les pasteurs résidents & transhumants, les agriculteurs, les autorités coutumières.

(voir Zakuma et Garamba, demain Chinko, Ennedi et Bamingui)



Conséquences stratégiques opérationnelles

(au niveau régional et national)

Spécifiquement pour les zones d'insécurité, il apparaît donc stratégique que (1) les Etats soutiennent politiquement et que (2) les Bailleurs soutiennent financièrement :

1. Le suivi-évaluation indépendant des AP déléguées et de la sécurité / gouvernance dans les territoires riverains (notamment observation des transhumances)
 2. La négociation de nouvelles délégations de gestions d'AP en zones d'insécurité
 3. L'établissement de contrats de gestion de corridors entre les AP évaluées fonctionnelles
1. L'amélioration des contrats de délégation de gestion d'AP obsolètes

Merci de votre attention !

